



La formidable mobilisation sociale organisée par l'ensemble des organisations syndicales est engagée depuis le 19 janvier. Depuis plus de deux mois, ce sont des millions de travailleurs-euses, jeunes, retraités qui ont exprimé avec force et dignité leur refus d'un recul de l'âge légal à 64 ans et d'un allongement des trimestres de cotisation.

Cette réforme aura des conséquences particulièrement désastreuses pour les femmes, et donc pour notre profession fortement féminisée, et aggravera les conditions de départ de centaines de milliers de collègues.

Aujourd'hui, c'est ce mouvement social exemplaire qui a démontré que le président de la République et son gouvernement sont en échec devant l'Assemblée Nationale. Au lieu de retirer leur projet, ils ont décidé de passer en force en ayant recours au 49-3.

Nous mesurons avec gravité la responsabilité que porte l'exécutif dans la crise sociale et politique qui découle de cette décision, véritable déni de démocratie.

Forts du soutien de la grande majorité de la population, mobilisée depuis des semaines, nous continuons à exiger le retrait de cette réforme en toute indépendance dans des actions calmes et déterminées comme lors de la journée nationale d'action d'hier.

C'est dans ce contexte que le CSA d'aujourd'hui se tient. Il est impossible pour nous de siéger à cette instance en ignorant la situation sociale et politique actuelle, comme le fait le président, alors que nos collègues sont dans la lutte.

Les élus au CSA de la FSU, SNALC, FO, RESISTANCE, SGEN-CFDT, CFTC